

● (1742)

Je viens de la ville de Hamilton où se trouve la meilleure sidérurgie au monde. Combien de temps durera-t-elle si, par l'entremise de la SEE, le gouvernement d'en face continue de subventionner des usines sidérurgiques aux États-Unis et partout dans le monde? Combien de temps pourra-t-elle durer? Je veux qu'on sache que je suis de ceux qui sont contre ce genre d'activités parce que, à la longue, sous le prétexte de prétendus gains à court terme, cela nous placera dans une situation très difficile d'ici quelques années. Autrement dit, nous essayons de ruiner l'avenir de nos jeunes qui même aujourd'hui réclament de l'aide.

Une voix: Ils sont trahis.

M. Alexander: Quelqu'un dit qu'on est en train de les trahir. Nos jeunes ont besoin de plus de leadership que le gouvernement d'en face peut en offrir.

Il y a un autre aspect de toute cette affaire qui m'inquiète. La SEE n'aime apparemment pas être critiquée par les députés. Nous avons été élus par nos commettants partout au pays pour formuler des critiques constructives quand nous estimons que cela est nécessaire. Ensuite, des membres d'une société de la Couronne ou d'un organisme, appelez-là comme vous voudrez, qui sont comptables au Parlement, se vexent beaucoup de telles critiques. Ils vont même jusqu'à préparer et à envoyer un bulletin pour l'édification de la population canadienne. Je ne sais pas exactement de quoi il s'agit au juste, mais cela se trouve dans le bulletin de janvier/février 1978. C'est un article en réponse à un député hautement respecté qui, après avoir vu dans quelle direction la SEE s'en allait, a écrit un article qui a été publié dans un certain nombre de journaux. La première chose qui est arrivée, c'est que la SEE a répondu dans ce bulletin, à la page 2, en ces termes:

Dans un article publié récemment dans un certain nombre de journaux locaux, le député conservateur William C. Scott (Victoria-Haliburton) a réclaté l'abolition de la SEE qu'il a accusée d'être une menace à l'avenir de certaines de nos industries canadiennes.

L'article expose ensuite une série de raisons donnant tort au député. Cette société cherche à mener en bateau le public canadien. Ce député avait parfaitement raison de signaler aux Canadiens ce qui n'allait pas car, contrairement aux ministériels, il s'est rendu compte que les gens se demandent ce qui se passe. En fait, le député a dit que la SEE dépensait beaucoup d'argent pour financer nos concurrents de l'étranger. Voilà ce qu'il a dit. La SEE n'a pas aimé ce reproche, aussi a-t-elle réuni ses «cerveaux», ses avocats, comptables et rédacteurs pour préparer cet article où elle fustige le député de Victoria-Haliburton (M. Scott).

On doit également se demander si le gouvernement du Canada peut utiliser l'argent des contribuables pour accorder des prêts à des industries qui finiront par mettre en danger nos propres compagnies? Voilà la deuxième question qu'a posée le député. Cela n'a pas plu à la SEE qui ne s'est donc pas contenté de cet article. Elle a fait une campagne publicitaire de \$20,000 dans le *Financial Post*, encore une fois pour mener en bateau les Canadiens quant au nombre d'emplois qu'elle crée.

Le député de York-Simcoe (M. Stevens), le député de Saskatoon-Biggar (M. Hnatyshyn) et ceux de leurs collègues qui ont participé aux audiences du comité, ont essayé d'établir comment la SEE avait créé ces 200,000 emplois. Ils n'y sont

Expansion des exportations—Loi

pas encore parvenus. Comme l'a dit le député de York-Simcoe, il s'agit d'une farce monumentale et d'une véritable fraude aux dépens des Canadiens.

Permettez-moi de vous citer encore une fois le document intitulé «Méthode d'évaluation du nombre d'années-hommes d'emploi maintenues et créées directement et indirectement grâce à l'aide de la SEE». Ce document a également été publié par les gens qui essaient de mener en bateau, non seulement le public canadien, mais également les députés. Ils n'y sont pas parvenus grâce à l'efficacité, la réputation et l'intelligence de notre critique financier, le député de York-Simcoe, qui, dans ce genre d'affaire montre une telle ténacité que ses adversaires sont obligés de capituler. Apparemment, la SEE a cédé car elle cherche maintenant à gagner la sympathie des Canadiens grâce à une campagne de publicité et en publiant ce genre d'articles dans sa propre revue.

Les fonctionnaires de la SEE désirent apparemment obtenir carte blanche du gouvernement pour toutes leurs activités. D'un autre côté, les Canadiens se demandent pourquoi notre industrie des pâtes et papiers périclité, alors qu'au même moment, par le biais de la SEE, le gouvernement prête de l'argent pour le développement d'industries de pâtes et papiers à l'étranger. Les Canadiens n'ont jamais été stupides, et grâce à la télévision, ils ne peuvent plus être tenus dans l'ignorance. Ils se rendent compte maintenant qu'il y a quelque chose qui ne va pas dans leur gouvernement.

Les Canadiens savent que la compagnie Stelco ainsi que l'autre société qui se trouve en Saskatchewan participeront à la fabrication des tuyaux destinés au pipe-line de l'Alaska. Ils savent que cela servira à améliorer le niveau de vie du pays. Ce qu'ils n'arrivent pas à comprendre, c'est pourquoi nous prêtons de l'argent, quelque 70 millions de dollars, afin de construire des usines sidérurgiques au Texas, au Minnesota et au New Jersey. C'est absolument stupide. Nous nous efforçons d'être compétitifs, et j'estime que nous pouvons le devenir, mais je me demande pourquoi le gouvernement, par le biais de la SEE, essaye de saper Stelco ainsi que les industries dans ce secteur?

Il m'est impossible de ne rien dire, alors que je sais ce qui se passe. Je tiens à ce que l'on sache que je suis de ceux qui veulent savoir la vérité sur ce qui se passe.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Dire qu'il faut que nous donnions de l'argent à Ford pour qu'elle vienne s'installer au Canada.

M. Alexander: Le député dit qu'il nous faut donner de l'argent à Ford pour qu'elle vienne s'installer au Canada. Nous n'arrivons pas à comprendre quelles sont les priorités de ce côté-là de la Chambre. Il n'est pas étonnant que le premier ministre (M. Trudeau) n'ait pas déclenché des élections. Je me souviens du voyage du premier ministre à Toronto où il s'est rendu pour serrer la main de M. Evans, ce qui n'empêchera pas ce dernier de perdre aux élections. En tout cas, la machine électorale était prête et même en route. Les ministériels avaient dû se dire qu'après avoir mystifié les Canadiens pendant presque dix ans, une nouvelle occasion se présentait de leur refaire le même coup.